

# Lettre d'information

## du Bureau des Etudiants Administrateurs

### EDITORIAL

Chers étudiants,

En décembre 2007, vous élisiez, pour deux ans, vos représentants au Conseil d'Administration de l'Université. Peu après, ceux-ci se sont regroupés dans une organisation représentative au niveau locale, le BEA.

Le BEA est fondé sur base d'une charte qui rassemble l'idéal de l'enseignement supérieur que nous visons. Celle-ci est accessible, avec d'autres informations, à l'adresse suivante : <http://www.bea-ulb.be/rubrique6.html>.

**Au terme de cette première année de mandat, nous voulons, par la présente, faire le bilan de l'essentiel de ce que nous avons pu faire et de nos priorités pour les mois à venir.**

### AIDE AUX ÉTUDIANTS AU QUOTIDIEN

Et oui ! Un des grands travaux du BEA est d'accueillir tout au long de l'année les étudiants qui cherchent une solution à un problème.

Une définition bien large, mais qui correspond à la réalité : Les problèmes administratifs, académiques, que ce soit pour l'admission, l'inscription ou la réinscription à l'Université, l'aiguillage vers les services adéquats ou encore le relais entre les différents organismes que vous pouvez rencontrer tout au long de votre vie d'étudiant... Tout y est !

Nos permanences ont lieu du lundi au vendredi. N'hésitez donc pas à venir nous voir en cas de soucis ou si vous vous posez des questions sur l'un ou l'autre aspect de votre parcours à l'université.

### COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ETUDIANTES

Les questions relatives aux logements, aux restaurants, à l'aide sociale, aux soins de santé ou encore aux coûts du matériel académique, sont traitées au sein de la « CASE », une commission consultative du Conseil d'Administration de l'ULB.

Vous vous rappelez des 3 points et particulièrement de la problématique de la rénovation des logements ? C'est en particulier dans cette commission que les étudiants ont pu défendre leur opinion. Seule commission où les étudiants détiennent 50% des sièges, elle est en mesure de proposer des projets et des réponses alternatives menées par les étudiants.

L'objectif du BEA au sein de cette commission est de rendre à l'accès à l'enseignement le plus démocratique possible : Elargissement des critères à l'aide sociale, prix démocratiques aux logements et aux restaurants, aux syllabus... Voilà une série d'exemple de ce sur quoi le BEA travaille au sein de la CASE.

N'hésitez pas à nous contacter : l'aide sociale peut être obtenue tout au long de l'année.

### RECOURS CONTRE LES REFUS DE RÉINSCRIPTION

Arrivés à l'Université, votre parcours sera semé d'embûches.

En cas de triplement dans la même section ou de quadruplement, il est possible que vous ne puissiez plus vous ré-inscrire à l'ULB.

Toutefois, il vous sera loisible d'introduire un recours au refus d'inscription auprès du Vice-Recteur aux affaires étudiantes qui devra alors émettre un avis sur votre ré-inscription (votre dossier sera alors examiné selon des critères non académiques).

En cas de refus de la part du Vice-Recteur, vous pourrez faire appel de cette décision après d'une commission d'appel contre le refus d'inscription étudiant (CARIE). Cette commission est composée par les corps académique, scientifique et étudiant qui vous entendront afin que vous puissiez faire valoir vos arguments quant à une réinscription à l'ULB.

La commission prendra alors une décision non seulement sur base de votre dossier mais aussi sur votre présentation orale.

### Bureau des Etudiants Administrateurs (BEA)

Av. F.D. Roosevelt, 50 CP166/25 - 1050 Bruxelles  
Tel: 02/650.47.75 (47.76 - 45.22) - Fax: 02/650.45.21  
[bea.ulb@gmail.com](mailto:bea.ulb@gmail.com) - <http://www.bea-ulb.be>

## CAMPAGNE RESPECT

ResPACT, derrière ce nom étrange se cache une campagne menée à l'initiative de la Fédération des Etudiants Francophones (FEF) pour amener le monde politique à prendre des mesures pour réduire le coût des études. Cette campagne part du constat que les étudiants doivent supporter des coûts de plus en plus importants pour étudier. L'année passée, une enquête de la FEF, menée auprès de 5000 étudiants, a montré qu'une année d'études supérieures coûte en moyenne entre 8000 à 12000 € pour un étudiant koteur. Nous sommes donc loin d'une gratuité ou d'une quasi-gratuité de l'enseignement supérieur.

Or, en 1983, la Belgique a ratifié le Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels (dit « Pacte de New-York ») qui stipule dans son article 13 que « l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous, notamment par l'instauration progressive de la gratuité » (d'où le nom de la campagne : « respect du pacte, ResPACT »). Il nous semble clair qu'à l'heure actuelle, la Belgique ne respecte pas le Pacte de New York. C'est pourquoi la FEF s'est lancée dans cette campagne afin de sensibiliser les politiciens mais aussi l'ensemble de la société civile à cette problématique du coût des études.

Une plateforme nationale regroupant une trentaine d'associations francophones et néerlandophones a été créée. Un mémorandum, reprenant des revendications pour faire diminuer le coût des études a été élaboré. Par ailleurs, une pétition a été lancée. Plus de 22.000 personnes l'ont déjà signé ! Tu peux la signer en ligne sur <http://www.respect.be/> Le moment culminant de la campagne sera la **manifestation du 28 avril 2009** à Bruxelles (départ 14h de la Gare du Nord).

Des comités locaux qui seront actifs tout au long de l'année autour de cette thématique ont aussi été créés sur différents campus. Le comité local de l'ULB a déjà récolté à lui seul plus de 2000 signatures lors du premier quadrimestre. De nombreuses actions sont par ailleurs prévues tout au long du prochain quadrimestre. Tous les mois, nous organisons une assemblée générale de la campagne où tu es bien sûr le bienvenu. N'hésite pas à nous contacter pour de plus amples informations : Asma Chounani, 0485/587659 ou [achounan@gmail.com](mailto:achounan@gmail.com).

## LA CARTE MULTIFONCTIONS

Au Conseil d'Administration de novembre 2008 revenait sur la table le projet de carte multifonctions. Ce point avait fait l'objet d'une large contestation étudiante fin 2006. En effet, en Assemblée Générale, plus de 1500 étudiants avaient rejeté les « 3 points » (carte multifonctions, vente de la pleine et sicaification des logements) et voté l'envahissement du C.A. Dans l'urgence, le BEA a organisé le 17 novembre une assemblée d'information sur le retour de ces deux points. Et le Conseil d'Administration n'a finalement pas évoqué ces points litigieux suite à une vigoureuse demande de report du BEA, demande de report appuyée par un rassemblement de quelques dizaines d'étudiants mécontents.

Nous sommes pour le moment en négociation directement avec le Président du CA et le responsable de l'administration de l'ULB pour définir une solution technique pour l'accès des étudiants à certaines zones sécurisées du campus (laboratoires, etc.) En tout état de cause, pour le BEA, la carte à puce ne doit pas être étendue à tous les étudiants, ne peut servir que sur base volontaire, pour des usages précis et définis, et ne doit pas être munie d'une technologie RFID. Lors du CA du 19 janvier, le point est donc revenu à l'ordre du jour uniquement pour le personnel de l'université. A l'heure actuelle, même si aucune victoire n'est encore acquise, le dossier est en évolution plutôt positive. Les Autorités ont acté que sur ce dossier, tout passage en force serait contre-productif.

Sans s'étendre ici sur les problèmes de fond que présentait cette carte à puce RFID, vous pouvez lire utilement le communiqué du Cercle du Libre Examen à ce sujet, accessible sur [http://www.cercles-attac.site.ulb.ac.be/IMG/pdf/CP\\_Librex\\_Puces\\_RFID\\_danger\\_pour\\_la\\_vie\\_privée\\_.pdf](http://www.cercles-attac.site.ulb.ac.be/IMG/pdf/CP_Librex_Puces_RFID_danger_pour_la_vie_privée_.pdf).

## LIBERTE D'EXPRESSION & CHANTIER VALEURS

Lorsque nous avons été élus, nous avons directement été confrontés à un dossier chaud : les suites de la censure de Tarik Ramadan dans le cadre du Chantier Valeurs. Au départ, il devait s'agir, pour le Recteur, de mener une réflexion de fond sur les valeurs qui ont présidées à la fondation de notre Institution. Mais, malheureusement, il était rapidement apparu à de très nombreux acteurs de la communauté universitaire, qu'il s'agissait davantage d'une triste tentative d'imposer une vision étriquée de la laïcité comme philosophie officielle de l'ULB.

Pour atteindre cette fin, les auteurs de ce projet n'ont d'ailleurs pas eu peur d'user des moyens les plus douteux. Dans ce cadre, la re-conduction de ce Chantier Valeurs devenait difficilement tenable dans une université aussi attachée au pluralisme et au libre-examen que la nôtre. Les critiques furent relayées au Conseil d'Administration et le Recteur a choisi d'arrêter les frais. S'il y a là une victoire symbolique, les tracasseries administratives et la nouvelle tarification ne sont pas forcément enterrées. C'est pourquoi, nous restons attentifs, notamment en Commission culturelle, à ce que les étudiants et les cercles disposent de la plus grande liberté pour organiser des débats et des activités politiques et culturelles comme ils l'entendent.

## OCCUPATION DU E1 PAR DES SANS-PAPIERS

Un groupe de 350 sans-papiers se sont réfugiés au Hall des Sports (bâtiment E1) sur le Campus du Solbosch depuis le 18 novembre 2008.

Depuis le début, le BEA soutient cette occupation et s'oppose à toute intervention des forces de l'ordre, vu l'urgence de la situation de ces sans-papiers et l'incurie du Gouvernement fédéral (malgré les promesses concernant une circulaire explicitant les conditions de régularisation). Grâce notamment à l'action des délégués étudiants, le Conseil d'Administration de l'université a décidé de tolérer l'occupation et réitéré son soutien à la cause des sans-papiers.

Le BEA est représenté au sein du Comité de liaison qui fait le lien entre le Conseil d'Administration de l'ULB et les sans-papiers du E1. Les représentants du BEA ont déposé dans ce cadre une série de propositions visant à impliquer d'autres institutions universitaires et à communiquer autour de cette occupation de manière à infléchir la politique inhumaine du Gouvernement fédéral.

Le BEA est également à la base d'une motion adoptée par l'ensemble des universités de la Communauté française et affirmant un clair soutien à la cause des sans-papiers. Last but not least, le BEA travaille conjointement avec l'AGL (Assemblée générale des étudiants de m'UCL) pour sensibiliser les autorités académiques des universités du Sud et du Nord du pays afin d'avoir un impact réel sur le Gouvernement et la Ministre de l'Asile et de l'Immigration, Annemie Turtelboom, en particulier.

Bien sûr, nous sommes conscients des désagréments causés aux étudiants en kinésithérapie et aux usagers de l'Ecole des Sports, aussi nous mettons tout en œuvre pour que les locaux soient accessibles à nouveau (notamment en appuyant une stratégie de création d'occupations « filles » de celle de l'ULB dans d'autres universités permettant de diminuer le nombre d'occupants du E1 et par là, de trouver d'autres locaux à l'ULB pour les occupants).

## PLAN STRATEGIQUE RECTORAL & MARCHANDISATION

Adopté le 21 avril 2008 contre l'avis des représentants des étudiants au Conseil d'Administration de l'université, la « feuille de route » en 10 axes stratégiques du Recteur de l'ULB, Philippe Vincke, est LE document censé tracer les grandes lignes de la politique de notre université pour les années à venir. Des aspects fondamentaux tels que la politique de la recherche, la qualité de l'enseignement, la diversité de l'offre de cours ou encore la place de l'université dans la société y sont traités.

Malheureusement, ce plan stratégique relaie surtout une vision simpliste de l'enseignement supérieur qui est limité à un marché concurrentiel dans lequel les universités se disputent les meilleurs étudiants étrangers, les meilleurs chercheurs, les meilleurs contrats avec l'industrie, ... En fait, au lieu de s'interroger de manière critique par rapport à ce nouvel esprit du temps qui conçoit l'enseignement et la recherche comme de vulgaires marchandises, le Plan du Recteur fonce tête baissée dans cette logique managériale, économiciste et concurrentielle. Et ce ne sont pas les étudiants de Sanskrit dont on a supprimé la filière qui vous diront le contraire. La priorité à l'ordre du jour c'est la recherche appliquée, les filières « rentables », les partenariats avec l'industrie, les chaires privées, la course aux classements, les fusions-acquisitions entre Universités, etc.

Malgré son importance, la majorité des représentants de la Communauté universitaire – a fortiori les étudiants – n'a pas été invitée à contribuer à l'élaboration de ce texte. Le Recteur Vincke, soutenu par l'ensemble des autorités de l'université, n'a pas daigné accepter la demande des étudiants d'enrichir la réflexion, prouvant ainsi que la participation à l'Université, loin d'être acquise, reste un droit à conquérir. (Pour lire les analyses du BEA, voir notre dernière Assemblée Libre, disponible en ligne à l'adresse [http://www.bea-ulb.be/IMG/pdf/2008-05-19\\_Journal\\_Nouvele\\_Assemblee\\_Libre\\_No5-WEB.pdf](http://www.bea-ulb.be/IMG/pdf/2008-05-19_Journal_Nouvele_Assemblee_Libre_No5-WEB.pdf))

## PROJET DE MAISON ETUDIANTE

Dans de nombreuses universités dans le monde, les étudiants disposent d'un lieu convivial qui sert de point de rassemblement, de rencontre et d'organisation d'activités culturelles. Or, depuis qu'il y a quelques années, le Pti Yoyo a étendu son activité marchande sur les lieux de l'ancien Foyer Culturel, il ne reste, au-delà des cercles que peu de lieux d'échanges et de convivialités non-privatisés.

C'est pourquoi nous cherchons actuellement à libérer des locaux dans lesquels on pourrait faire vivre un café culturel, un espace de débat et un lieu de détente, qui soient ouvert à tous les étudiants, baptisés ou fossiles. Nous pensons que l'Université ne doit pas se réduire à un lieu dans lequel on vient décrocher un diplôme, mais qu'il est aussi important que chaque étudiant s'y sente chez lui et puisse s'intégrer, se socialiser, et s'investir dans des activités folkloriques, culturelles et politiques.

Pour cela, il est indispensable qu'en plus des cercles folkloriques, culturels et politiques, il y ait au moins un lieu de rencontre et de rassemblement gratuit et chaleureux, ouvert à tous les projets et tous les étudiants. Nous y travaillons et espérons pouvoir finaliser ce projet pour le début de l'année prochaine.